

BILAN 2021

**des journalistes
détenus, tués, otages
et disparus dans le monde**

LE BILAN EN BREF

p. 3

1 LES JOURNALISTES DÉTENUS

p. 4

En chiffres	p. 4
Un nombre record de journalistes en détention	p. 5
Un autre chiffre inédit : 60 journalistes femmes détenues	p. 5
Le régime qui emprisonne plus de femmes que d'hommes	p. 6
Birmanie, Vietnam, Iran : les autres pays	
qui jettent les femmes journalistes en prison	p. 7
Les cinq plus grandes prisons du monde	p. 8
Les cas les plus marquants de 2021	p. 9

2 LES JOURNALISTES TUÉS

p. 12

En chiffres	p. 12
Un nombre de tués historiquement bas	p. 14
Les cinq pays les plus dangereux	p. 16
Dix pays concentrent les trois quarts des journalistes	
tués en cinq ans	p. 18

3 LES JOURNALISTES OTAGES

p. 19

En chiffres	p. 19
Les pays à haut risque	p. 20
Les principaux preneurs d'otages	p. 20

4 LES JOURNALISTES DISPARUS

p. 23

Deux journalistes portés disparus	
au cours de l'année 2021	p. 23

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

p. 24

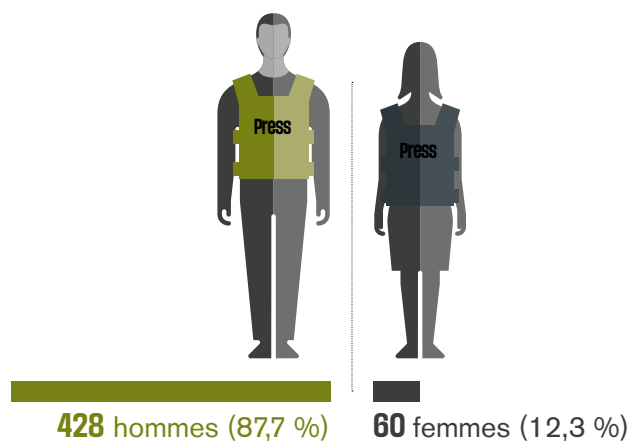
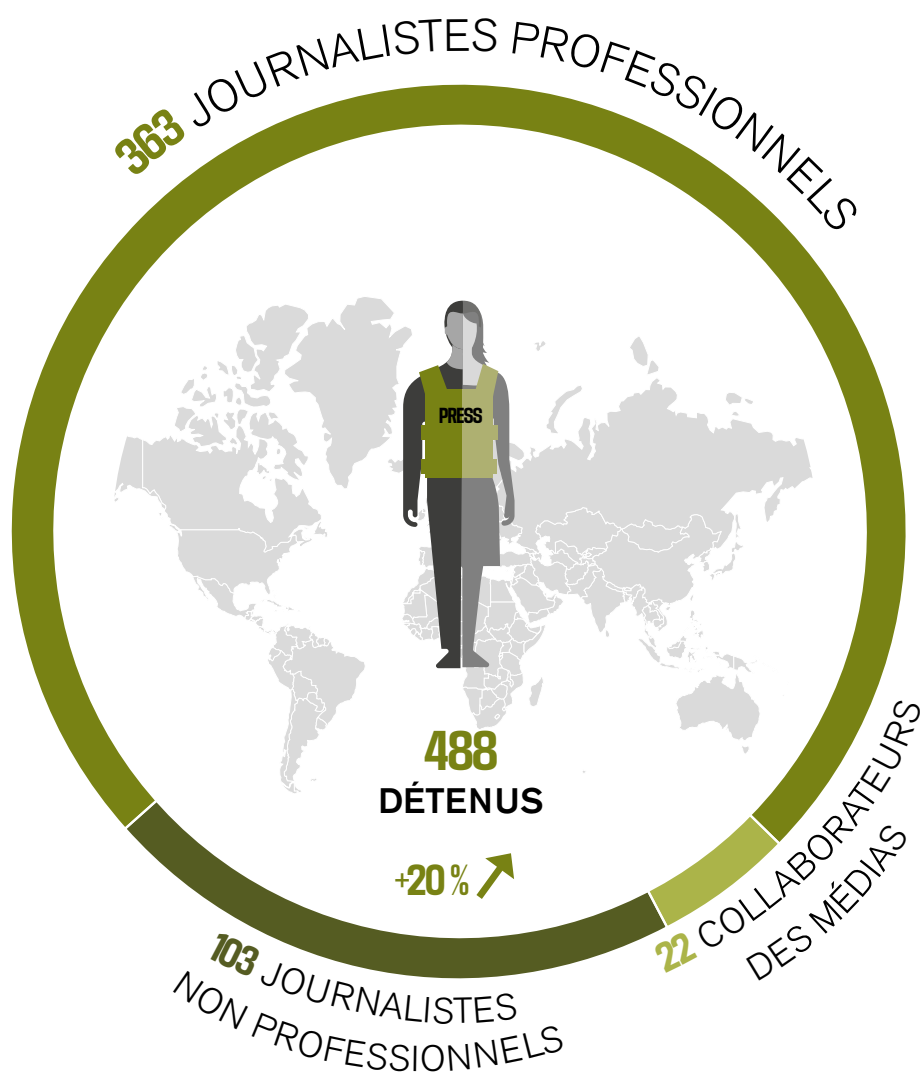
Fondée en 1985, **Reporters sans frontières (RSF)** œuvre pour la liberté, l'indépendance et le pluralisme du journalisme partout sur la planète. Dotée d'un statut consultatif à l'ONU et à l'Unesco, l'organisation basée à Paris dispose de 13 bureaux et sections dans le monde et de correspondants dans 130 pays. Elle soutient concrètement les journalistes sur le terrain grâce à des campagnes de mobilisation, des aides légales et matérielles, des dispositifs et outils de sécurité physique (gilets pare-balles, casques, guides pratiques et assurances) et de protection digitale (ateliers de sécurité numérique). L'organisation est aujourd'hui un interlocuteur incontournable pour les gouvernements ainsi que les institutions internationales, et publie chaque année le Classement mondial de la liberté de la presse, devenu un outil de référence.

LE BILAN EN BREF



LES JOURNALISTES DÉTENUS

En chiffres



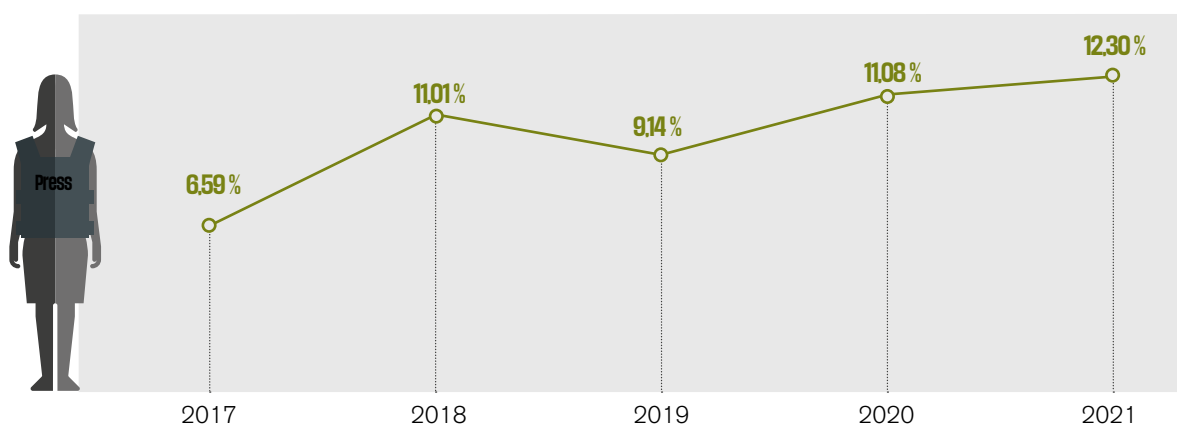
LES JOURNALISTES DÉTENUS

Un nombre record de journalistes en détention

Jamais RSF n'avait enregistré un nombre aussi élevé de journalistes emprisonnés. Au 1^{er} décembre 2021, **488 journalistes se trouvaient derrière les barreaux** du fait de leur profession, ce qui représente **une augmentation de 20 % en un an**. Cette hausse exceptionnelle du nombre de détentions arbitraires est principalement le fait de trois pays, qui ont en commun de rester indifférents aux aspirations démocratiques de leur population. Ces chiffres, par leur ampleur, révèlent aussi l'amplification d'une répression de plus en plus implacable contre l'information indépendante.

Ainsi **la Birmanie**, où la junte a repris le pouvoir par la force le 1^{er} février 2021, maintient sous les verrous 53 journalistes, contre 2 l'année précédente. **Le Bélarus**, qui a contesté la réélection d'Alexandre Loukachenko en août 2020, compte 32 journalistes derrière les barreaux, contre 7 précédemment. Ces données inédites s'expliquent aussi par la mainmise grandissante de la Chine de Xi Jinping sur la région administrative spéciale de **Hong Kong**. Dans ce territoire, considéré autrefois comme un modèle de la liberté de la presse pour la région et qui ne comptait aucun journaliste en prison, la loi de sécurité nationale imposée en 2020 par Pékin a servi de prétexte à l'arrestation et à la détention d'au moins 10 journalistes au 1^{er} décembre.

Un autre chiffre inédit : 60 journalistes femmes détenues



Hausse progressive de la part de femmes emprisonnées
au 1^{er} décembre de chaque année.

LES JOURNALISTES DÉTENUS

Jamais non plus RSF n'avait recensé autant de femmes journalistes détenues : 60 d'entre elles se trouvent actuellement privées de liberté du fait de leur profession, soit **un tiers de plus** qu'en 2020. Comparativement, le nombre de leurs collègues masculins n'a augmenté que de 19 %. **Les femmes journalistes représentent désormais 12,3 % des détenus, soit une part près de deux fois plus importante qu'il y a quatre ans (6,6 %).** Si cette hausse reflète le fait que les femmes sont de plus en plus nombreuses dans la profession et ne sont pas épargnées par la répression, ces chiffres sont aussi caractéristiques de certaines spécificités régionales.

Sans surprise, c'est **la Chine**, plus grande prison au monde pour les journalistes, **qui détient aussi le plus de femmes journalistes : 19 d'entre elles croupissent derrière les barreaux.** Trois, dont la défenseure de la liberté de la presse [Claudia Mo](#), sont emprisonnées à Hong Kong, 16 autres en Chine continentale. Parmi elles, la journaliste [Sofia Huang Xueqin](#), célèbre pour son implication dans le mouvement #MeToo en Chine et maintenue à l'isolement pour « *subversion du pouvoir de l'État* », ou encore [Gulmira Imin](#), qui administrait le site ouïghour *Salkin* et qui a été condamnée à la prison à vie pour « *séparatisme* » et « *divulgaration de secrets d'État* ».



Claudia Mo
© Peter PARKS / AFP



Sofia Huang Xueqin
© Women's Media Centre



Gulmira Imin
© US Commission on International Religious Freedom

Le régime qui emprisonne plus de femmes que d'hommes



Daria Tchoultsova
© AFP



Katsiarina Andreyeva
© AFP

En 2021, **le Belarus a la particularité de détenir plus de femmes (17) que d'hommes (15).** Près de la moitié des journalistes professionnels prisonniers sont des femmes (9 sur 20), ainsi que 8 des 9 collaborateurs actuellement sous les verrous. Ces dernières travaillaient dans l'administration des médias en tant que manager, directrice, comptable ou encore juriste. Ces chiffres sont **symptomatiques de la fin de la tolérance patriarcale traditionnelle des autorités biélorusses**, qui ont été prises de court par le rôle prépondérant des femmes au début des mouvements de contestation post-électorales – au point que les deux premiers journalistes biélorusses condamnés par la justice pénale sont aussi des femmes : les reporters de la chaîne indépendante *Belsat* basée en Pologne [Daria Tchoultsova](#) et [Katsiarina Andreyeva](#) (Bakhvalova de son vrai nom) ont écopé de deux ans de colonie pénitentiaire pour « *organisation et préparation d'actions violant gravement l'ordre public* », simplement pour avoir retransmis en direct une manifestation non autorisée.

LES JOURNALISTES DÉTENUS

Birmanie, Vietnam, Iran : les autres pays qui jettent les femmes journalistes en prison



Ma Thuzar
© Twitter

En Birmanie, parmi les **9 femmes journalistes actuellement emprisonnées**, la reporter indépendante **Ma Thuzar** est maintenue au secret dans la sinistre prison d'Insein, en banlieue de Rangoun, depuis son arrestation le 1^{er} septembre dernier. Elle avait été à la pointe de la couverture des manifestations populaires qui ont suivi le coup d'État du 1^{er} février.



Pham Doan Trang
© Člověk v tísni

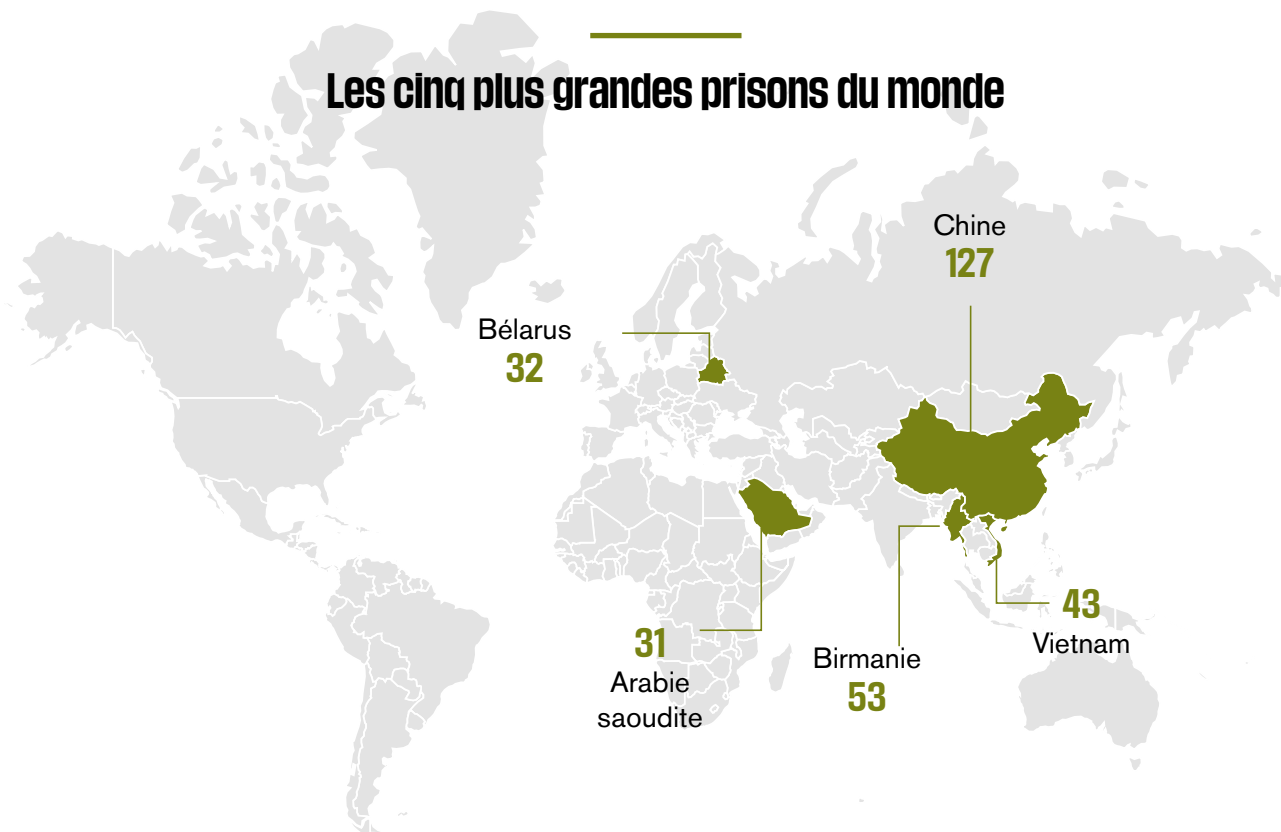
Au Vietnam, elles sont **4 à se trouver en détention, dont la lauréate du prix RSF de l'Impact 2019, Pham Doan Trang**, condamnée le 14 décembre dernier à neuf ans de prison pour propagande contre l'État. Arrêtée le 6 octobre 2020 à son domicile d'Hô Chi Minh-Ville, elle a été maintenue en détention au secret pendant plus d'un an. Elle s'est présentée devant ses juges physiquement diminuée, et en boitant. Depuis qu'elle a été violemment battue par des policiers à l'été 2018, elle souffre en effet de douleurs au dos et aux jambes qui l'empêchent de marcher. Une récente échographie aurait révélé l'existence d'une tumeur à l'abdomen.



Narges Mohammadi
© DR

En Iran, la journaliste et défenseure des droits humains **Narges Mohammadi**, qui a déjà passé huit ans derrière les barreaux, **est retournée en prison début novembre** après avoir profité d'à peine un an de liberté. **Son incarcération porte à 3 le nombre de journalistes iraniennes emprisonnées.**

LES JOURNALISTES DÉTENUS



La Birmanie et le Bélarus, les deux nouvelles grandes prisons de journalistes

Si l'Arabie saoudite et le Vietnam figuraient déjà l'année dernière dans la liste des plus grandes prisons de journalistes, deux nouveaux pays ont fait leur entrée en 2021 dans le top cinq des pires geôliers : la Birmanie et le Bélarus. Ils détrônent notamment l'Égypte, qui a libéré 21 journalistes... avant d'en arrêter de nouveaux.

Pour la cinquième année consécutive, **la Chine conserve son titre de plus grande prison au monde**, selon les données collectées par RSF. Le pays le plus peuplé du monde avec 1,4 milliard d'habitants en 2020 (OCDE¹), demeure de loin celui emprisonnant le plus de journalistes : 127 au 1^{er} décembre. En 2021, si le nombre de prisonniers en Chine continentale a légèrement baissé, les arrestations à Hong Kong ont contribué à une hausse de 2 % à l'échelle du pays. Dans son dernier rapport publié début décembre et intitulé [Le Grand Bond en arrière du journalisme en Chine](#), RSF révèle la campagne de répression sans précédent menée ces dernières années par le régime chinois contre le journalisme et le droit à l'information dans le monde entier.

1 <https://stats.oecd.org/>

LES JOURNALISTES DÉTENUS

Les cas les plus marquants de 2021



Jimmy Lai
© Anthony Wallace / AFP

Fêter 74 ans en prison

Il est l'un des plus vieux professionnels de l'information emprisonnés. [Jimmy Lai](#) (né le 8 décembre 1947) a célébré son 74^e anniversaire alors qu'il purge une peine de 20 mois de prison à Hong Kong et qu'il vient d'écoper, ce 13 décembre, d'une nouvelle peine de 13 mois de prison. Le fondateur du groupe de presse Next Digital et du quotidien phare *Apple Daily* est accusé d'avoir pris part à trois manifestations pro-démocratie « *non autorisées* » en 2019. Il reste sous le coup de cinq autres procédures, en vertu desquelles il risque la prison à vie.



Kayvan Samimi
Behbahani
© DR

Une des figures du journalisme iranien, [Kayvan Samimi Behbahani](#) (né le 25 février 1949), fêtera bientôt aussi ses 73 ans privé de liberté. Le rédacteur en chef du mensuel *Iran Farda* et président de l'Association pour la défense de la liberté de la presse a été condamné en décembre 2020 à trois ans de prison ferme pour « *propagande contre le régime* ». Il est l'un des 12 journalistes actuellement emprisonnés en Iran.



Dawit Isaak
© DR

Plus de 20 ans dans les geôles d'une dictature

Ils battent tous les records de détention. Le journaliste suédo-érythréen [Dawit Isaak](#) et ses confrères **Seyoum Tsehaye** et **Temesgen Gebreyesus** sont détenus depuis plus de deux décennies. Ils ont été arrêtés en septembre 2001, au moment où le président Isaias Afewerki profitait de la stupeur provoquée par les attentats du 11 septembre pour transformer son pays en dictature. [Exposé à des conditions de détention abominables](#), Dawit Isaak n'a jamais eu accès à sa famille ou à un avocat. Placé à l'isolement, régulièrement menotté, exposé à une chaleur terrible, le journaliste a effectué plusieurs séjours dans des hôpitaux, y compris psychiatriques. Cet été, l'ONU a annoncé avoir eu accès à une « *source crédible* » attestant que le journaliste était encore en vie en septembre 2020 – une preuve inédite depuis le début des années 2010.



Ali Aboluhoom
© Facebook

Condamnations à 15 ans

Quinze ans de prison. C'est la plus lourde peine prononcée contre des journalistes en 2021 et ils sont deux à avoir fait l'objet d'une telle sentence. En Arabie saoudite, le journaliste d'origine yéménite [Ali Aboluhoom](#) a été condamné en octobre pour avoir tenu un compte Twitter diffusant, selon les autorités, des « *idées d'apostasie, d'athéisme et de blasphème* ». Au Vietnam, [Pham Chi Dung](#) a été condamné en janvier au motif de l'accusation fourre-tout de « *propagande contre l'État* », une peine qui symbolise le raidissement de la direction actuelle du parti communiste au pouvoir à Hanoi. Le journaliste est le fondateur de l'Association des journalistes indépendants du Vietnam, sorte d'anomalie dans un pays où tous les médias sont censés suivre la ligne officielle du département de la Propagande.



Pham Chi Dung
© VOV.VN

LES JOURNALISTES DÉTENUS



Amadou Vamouké
© RSF

Interminable

Leurs procédures judiciaires sont anormalement plus lourdes ou plus longues que la moyenne. Au Cameroun, **Amadou Vamouké** connaît par cœur les 4 kilomètres qui séparent sa cellule du tribunal criminel spécial de Yaoundé. À ce jour, depuis son arrestation en 2016, l'ancien directeur général de la Cameroon Radio Television (CRTV) a effectué ce trajet plus de 80 fois pour autant d'audiences. Un [procès kafkaïen](#) qui s'éternise faute de preuves. Accusé de détournement de fonds pour le compte de la radiotélévision publique camerounaise qu'il a dirigée pendant une dizaine d'années, le journaliste est déjà en détention préventive depuis plus de cinq ans et demi, dans [l'illégalité](#) la plus totale.



Ali Anouzla
© Antony Drugeon

Le Maroc est aussi coutumier des procès fleuves. **Ali Anouzla** comparaît libre, mais cela fait huit ans que le journaliste et rédacteur en chef du site d'information *Lakome* attend de connaître sa peine. Depuis 2013, le [héros de l'information](#) de RSF 2014 est poursuivi en vertu de la loi antiterroriste pour « *appui matériel* », « *apologie du terrorisme* » et « *incitation à commettre des actes de terrorisme* ». Il encourt une peine de 30 ans de prison. La procédure qui vise le journaliste et historien **Maati Monjib**, condamné en janvier à un an de prison ferme pour « *fraude* » et « *atteinte à la sécurité de l'État* », aura comptabilisé en 2021 plus de 20 reports d'audiences et duré plus de cinq ans.



Raman Pratashevitch
© AFP

Arrêté en plein vol

Sans conteste, l'arrestation, le 23 mai 2021, de **Raman Pratashevitch** est la plus édifiante de l'année. Ce jour-là, le vol Ryanair 4978 (Athènes-Vilnius) transportant le journaliste et 171 autres passagers est intercepté par un avion de chasse biélorusse qui l'oblige à atterrir à Minsk. Les autorités justifient leur intervention par la présence supposée d'une bombe, ainsi qu'un conflit entre des passagers. En réalité, cet acte de piraterie avait pour but d'arrêter Raman Pratashevitch, ancien rédacteur en chef de la chaîne Telegram Nexta, labellisée « *extrémiste* » par le pouvoir biélorusse, et exilé en Lituanie. Emprisonné dès son arrestation, le journaliste d'opposition est, depuis fin juin, assigné à résidence dans un endroit tenu secret. Depuis, Raman Pratashevitch n'est apparu que pour faire des aveux publics dont le caractère forcé ne fait aucun doute.



Julian Assange
© WSWs

Risque maximum

Pas moins de 175 ans de prison. C'est la plus lourde peine encourue en 2021 par un professionnel de l'information et c'est ce que risque le fondateur de Wikileaks **Julian Assange** s'il est extradé vers les États-Unis. Détenu depuis avril 2019 dans la prison de haute sécurité britannique de Belmarsh, à Londres, il vient de subir un revers important après l'annulation par la Haute Cour d'une première décision qui s'opposait à sa remise aux États-Unis. Ces derniers l'ont inculpé de 18 chefs d'accusation après la publication par Wikileaks, en 2010, de centaines de milliers de documents révélant l'ampleur des crimes de guerre et des violations des droits humains commis par les forces américaines en Afghanistan et en Irak. Julian Assange est le premier éditeur à être poursuivi en vertu de l'Espionage Act, qui ne prévoit pas de défense de l'intérêt public.

LES JOURNALISTES DÉTENUS



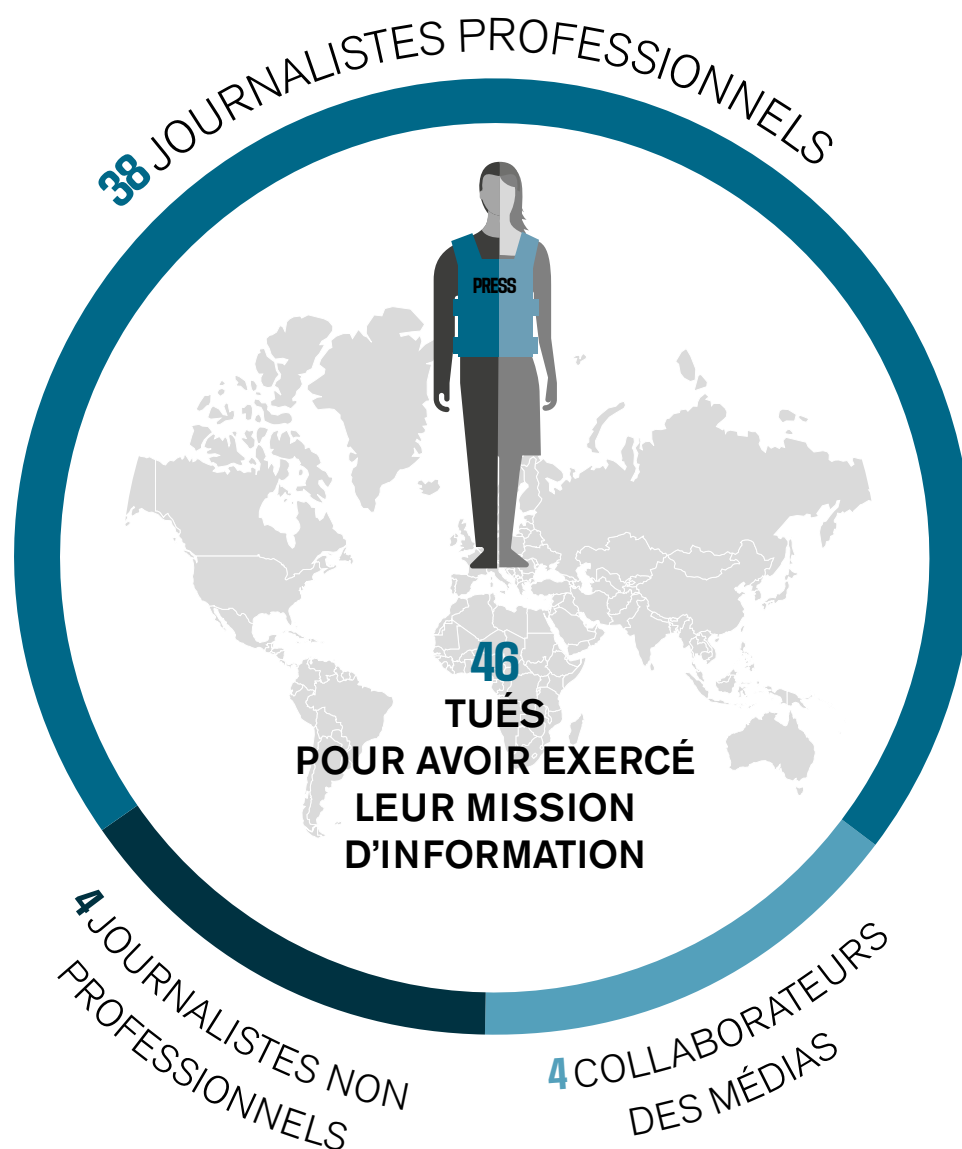
Zhang Zhan
© YouTube screenshot

En danger de mort immédiat

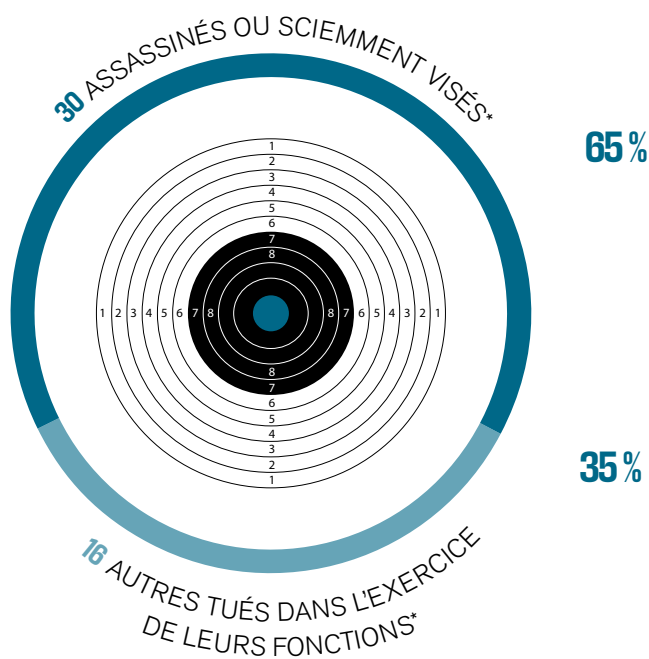
Elle est à ce jour, selon les informations recueillies par RSF, la journaliste emprisonnée dont la vie est la plus menacée. Fin octobre, elle ne pesait plus que 40 kg pour 1,77 m, elle ne pouvait plus se déplacer ni même lever la tête sans assistance. La journaliste chinoise et [lauréate du prix RSF](#) 2021 dans la catégorie Courage, [Zhang Zhan](#), est dans un état critique après avoir entamé une grève de la faim partielle pour protester contre sa condamnation. Emprisonnée depuis le 14 mai 2020, elle a été condamnée à quatre ans de prison pour avoir « *posté des grandes quantités de fausses informations* » après avoir enquêté sur l'épidémie de Covid-19 dans la province de Wuhan. Au moins dix autres défenseurs de la liberté de la presse risquent de mourir en prison en Chine, faute de soins.

LES JOURNALISTES TUÉS

EN CHIFFRES



LES JOURNALISTES TUÉS

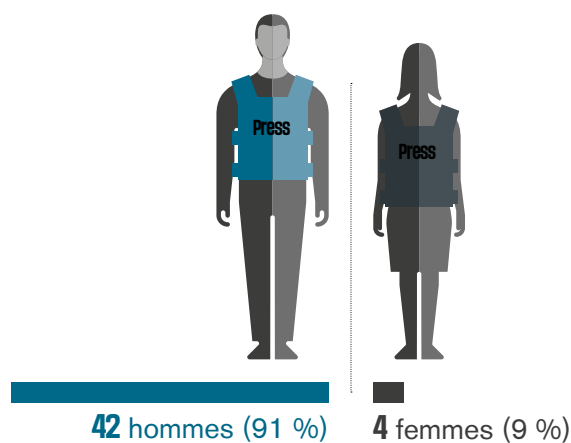


* ASSASSINÉS OU SCIEMMENT VISÉS :

journalistes tués délibérément en raison de leur profession

* TUÉS DANS L'EXERCICE DE LEURS FONCTIONS :

journalistes tués sur le terrain sans avoir été visés en tant que tels



43
journalistes
locaux
(93 %)



3
journalistes
étrangers
(7 %)

18
en zone
de conflit
(39 %)



28
en zone
de paix
(61 %)

LES JOURNALISTES TUÉS

Un nombre de tués historiquement bas

Mursal Vahidi
© DRSaadia Sadat
© DRShahnaz Roufi
© DRRasha Abdallah
Alharazy
© Facebook

Au cours de l'année 2021, RSF a recensé 46 journalistes et collaborateurs des médias tués dans le cadre de leur profession (entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} décembre). Ce chiffre est **le plus bas jamais enregistré depuis près de 20 ans** : il faut remonter à l'année 2003 pour retrouver un nombre de tués inférieur à 50. Cette tendance à la baisse, qui s'est accentuée depuis 2016, s'explique notamment par l'évolution des conflits régionaux (Syrie, Irak et Yémen) et la stabilisation des fronts après les années 2012 et 2016, particulièrement meurtrières. Pour autant, cela signifie qu'**en moyenne, près d'un journaliste meurt toujours chaque semaine dans le monde pour avoir exercé son métier.**

Avec 4 tuées en 2021 contre 2 l'année précédente, **la proportion de femmes journalistes tuées n'avait pas été aussi importante** depuis 2017 (9 %). Ce chiffre s'explique par la baisse globale du nombre de tués et la mort simultanée, en mars, de trois collaboratrices de médias afghans, [Shahnaz Roufi](#), [Saadia Sadat](#) et [Mursal Vahidi](#), dans deux attaques revendiquées par le groupe État islamique (EI) dans l'est du pays. La quatrième journaliste tuée, la Yéménite [Rasha Abdallah Alharazy](#), a, elle, succombé à l'explosion de sa voiture piégée dans la capitale provisoire d'Aden.

Giórgos Karaiváz
© Nova NewsPeter R. de Vries
© AFP

Deux tiers des journalistes tués ont été assassinés

Ces quatre journalistes ont été sciemment visées, comme 26 autres de leurs confrères. Cela signifie que **deux tiers des journalistes tués en 2021 ont été délibérément éliminés**. Si cette proportion (65 %) est moins importante que l'année précédente (en 2020, 85 % des journalistes avaient été assassinés, un chiffre historiquement haut), elle reste cependant légèrement plus élevée que la moyenne de ces cinq dernières années. Pour la première fois depuis cinq ans, **la part de journalistes tués dans des pays en paix diminue très légèrement**. Malgré tout, **3 journalistes tués sur 5 l'ont été dans des pays qui ne sont officiellement pas en guerre**, et même la région du monde considérée comme la plus sûre pour exercer le journalisme, l'Union européenne, a été affectée. L'assassinat en Grèce du reporter de la chaîne Star TV [Giórgos Karaiváz](#), qui enquêtait sur la corruption au sein de la police au printemps, puis celui du journaliste néerlandais indépendant et conseiller des témoins dans les affaires criminelles [Peter R. de Vries](#), au cours de l'été, marquent l'année la plus meurtrière en Europe depuis 2015 et l'attentat commis contre la rédaction de *Charlie Hebdo* à Paris (8 morts).

LES JOURNALISTES TUÉS



Danish Siddiqui
© Wikipedia

Trois journalistes tués loin de chez eux

Même si les guerres les plus meurtrières de ces dernières années ont baissé d'intensité, les zones de conflit restent particulièrement dangereuses pour la profession : 18 confrères y ont perdu la vie en 2021, dont 3 se trouvaient loin de leur pays d'origine, en reportage sur le terrain (contre 1 l'année précédente). Le photojournaliste indien **Danish Siddiqui**, travaillant pour l'agence Reuters et lauréat du prix Pulitzer 2018, a été tué alors qu'il couvrait un assaut de l'armée nationale afghane contre les Talibans. Il a été abattu après s'être réfugié dans une mosquée avec un officier et un médecin afghans pour échapper aux Talibans.



David Beriain
© Twitter

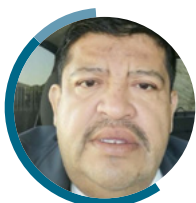


Roberto Fraile
© EPA/MAXPPP

Deux autres reporters aguerris, **David Beriain** et **Roberto Fraile**, tous deux de nationalité espagnole, ont été tués alors qu'ils réalisaient un documentaire avec des patrouilles anti-braconnage dans l'est du Burkina Faso, près de la zone dite des trois frontières (Mali, Niger, Burkina Faso) où sévissent plusieurs groupes armés actifs dans le Sahel. Leur convoi est tombé sur des terroristes qui ont ouvert le feu.

LES JOURNALISTES TUÉS

Les cinq pays les plus dangereux



Benjamín Morales
Hernández
© DR

Mexique

Toujours pas d'amélioration

Avec 7 nouveaux journalistes tués* en 2021, et un total de 47 morts depuis cinq ans, le Mexique conserve, pour la troisième année consécutive, sa place de pays le plus dangereux pour la presse. Dès lors qu'ils s'intéressent de trop près aux affaires gênantes et au crime organisé, plus particulièrement au niveau local, les journalistes risquent l'exécution de sang-froid. En 2021, l'État de Sonora, gangré par les groupes armés et le trafic de drogue, a, à lui seul, enregistré deux disparitions et deux assassinats, dont celui du journaliste **Benjamín Morales Hernández**, assassiné le 3 mai, date de la Journée mondiale de la liberté de la presse. Alimentée par une impunité quasi totale, et l'absence de réformes courageuses des gouvernements successifs pour affronter le problème et renforcer la protection de la profession, la spirale de violence semble ne jamais pouvoir s'arrêter.

***Fredy López Arévalo**, **Manuel González Reyes**, **Jacinto Romero Flores**, **Ricardo López Dominguez**, **Saúl Tijerina Rentería**, **Gustavo Sánchez Cabrera** et **Benjamín Morales Hernández**.

Afghanistan

L'ombre des Talibans et de l'État islamique

Si la prise de Kaboul par les Talibans à la mi-août s'est déroulée sans combat et sans mort dans les rangs des journalistes, ces derniers ont payé un lourd tribut en 2021 : en tout, 6 journalistes ont été tués, dont la majorité dans des attentats revendiqués par le groupe EI ou par les Talibans. L'impunité totale dont

LES JOURNALISTES TUÉS

bénéficient les auteurs et commanditaires de ces crimes explique la persistance de la violence envers les reporters dans le pays, qui arrive en tête (avec le Mexique) des pays les plus meurtriers depuis cinq ans, avec un total de 47 tués, dont 6 femmes journalistes. Un bilan qui a conduit RSF à demander à la procureure de la Cour pénale internationale (CPI) d'enquêter sur les assassinats de journalistes commis depuis un an en Afghanistan.

Yémen et Inde

Ex aequo dans l'horreur



Ahmed Hdij Baras
© Facebook



Chenna Kesavulu
© Telugu Kathalu



Sulabh Srivastava
© ABP New



Avinash Jha
© Facebook

Avec 4 morts chacun en 2021 le Yémen et l'Inde se partagent la troisième place des pays les plus meurtriers. Les deux pays affichent également un même total de 18 tués sur cinq ans. Mais alors que les journalistes yéménites sont principalement des victimes collatérales d'un conflit qui s'éternise, comme [Ahmed Hdij Baras](#), leurs collègues indiens sont le plus souvent assassinés après avoir mené des enquêtes sur des réseaux mafieux locaux : [Sulabh Srivastava](#) enquêtait sur un trafic d'alcool, [Chenna Kesavulu](#) sur des activités de jeux et de contrebande de tabac et [Avinash Jha](#) sur un réseau de cliniques illégales. Comme les années précédentes, les journalistes issus de la ceinture hindiphone (« The Hindi Belt », la moitié nord du sous-continent) sont les plus vulnérables avec 3 tués sur 4 en 2021. Cette zone, marquée par un essor économique parfois anarchique, favorise le développement d'activités mafieuses bénéficiant de complicités telles - notamment au sein de la police et de l'administration - que les journalistes qui tentent d'enquêter sur ces sujets s'avèrent des cibles faciles.

Pakistan

Sujets sensibles, zones interdites



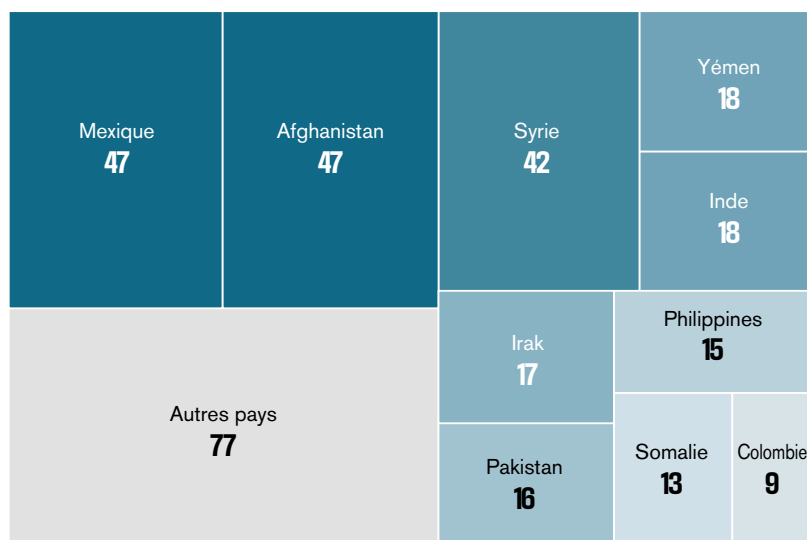
Nazim Jokhiyo
© Youtube



Muhammad Zada
© Dawn

Même avec 1 mort de moins que l'année dernière (3 au lieu de 4), le Pakistan conserve en 2021 sa place sur la carte des 5 pays les plus meurtriers pour les journalistes. Nouveauté cette année, 2 de ces reporters n'étaient pas rattachés à un organe de presse officiel et avaient créé leur propre média en ligne. [Nazim Jokhiyo](#), basé dans le sud du pays, avait publié des vidéos sur l'organisation de chasses d'animaux protégés à destination de dignitaires arabes venus du Golfe. [Muhammad Zada](#), lui, dénonçait les agissements des trafiquants de drogue dans sa région du nord du Pakistan. Ces assassinats ciblés confirment l'aspect sensible des enquêtes qu'ils menaient, ainsi que l'abandon de ces sujets par les médias traditionnels, échaudés par les représailles qu'ils peuvent essuyer - un signe de plus de la chape de plomb toujours plus lourde qui pèse sur la presse pakistanaise, qui a enregistré dans son ensemble 16 morts en cinq ans.

LES JOURNALISTES TUÉS

Dix pays concentrent les trois quarts des journalistes tués en cinq ans

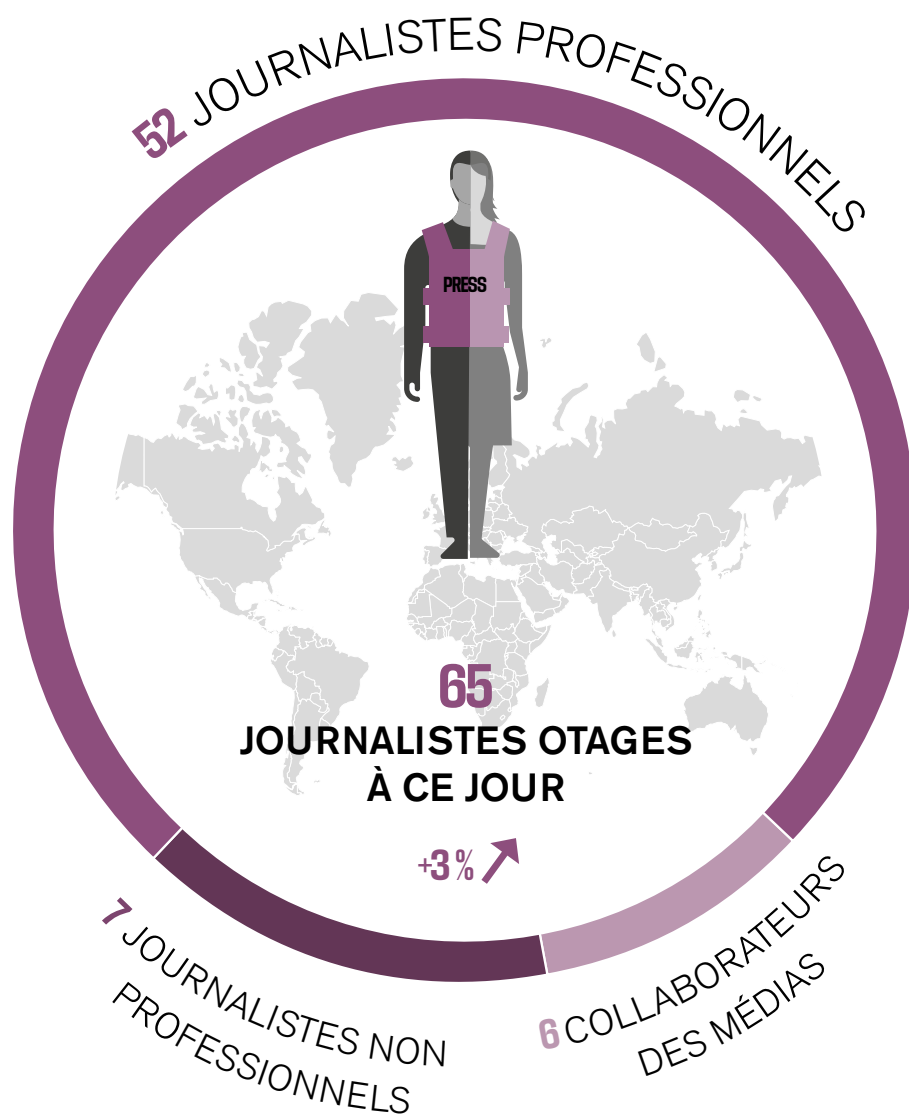
Les trois quarts des journalistes tués au cours des cinq dernières années l'ont été dans dix pays seulement. Le Mexique et l'Afghanistan arrivent en tête, *ex aequo* avec 47 journalistes tués. Sur cinq ans, c'est le continent asiatique (qui comprend notamment l'Afghanistan, l'Inde, le Pakistan, les Philippines, le Bangladesh, la Chine, la Birmanie, l'Indonésie et les Maldives) avec 109 tués qui est, globalement, la région la plus meurtrière.

La Syrie, dans le trio du mal

Si la Syrie ne fait plus partie des cinq pays les plus dangereux en 2021, ce pays reste dans le trio de tête si l'on compare le nombre de morts depuis cinq ans. Et ce, même si l'essentiel des violations commises sont antérieures et remontent à 2012-2013, au tout début de la guerre, et à 2014-2015, avec l'émergence de l'Ei. Ces chiffres élevés sont encore en deçà de la réalité : nombre de journalistes ont disparu après avoir été arrêtés par les forces gouvernementales loyales à Bachar al-Assad ou capturés par les combattants de Daech. En l'absence de certificat de décès, de nombreuses familles continuent de les présumer vivants malgré les années de captivité, et victimes des pires sévices.

LES JOURNALISTES OTAGES

En chiffres

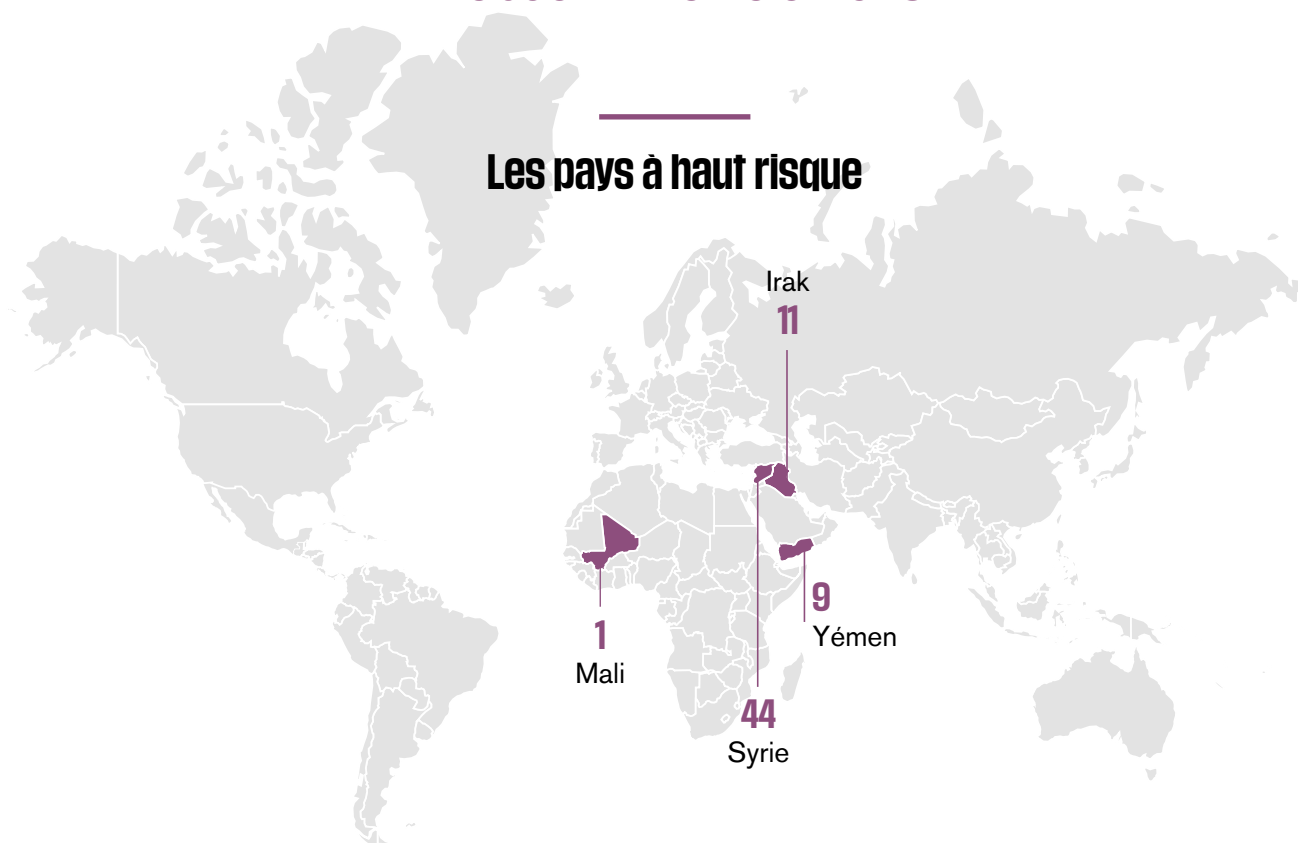


60
otages
locaux
(92 %)



5
otages
étrangers
(8 %)

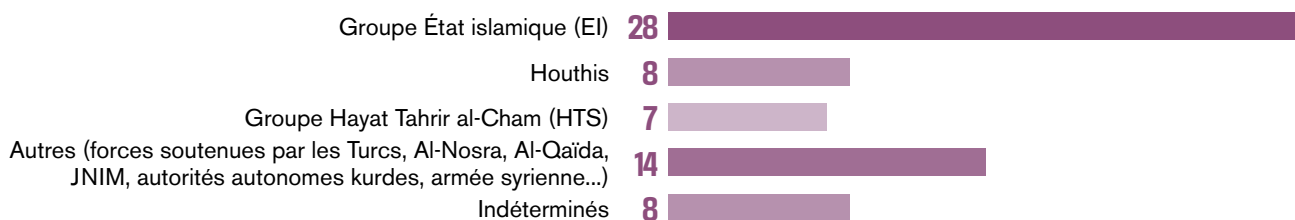
LES JOURNALISTES OTAGES



Au moins **65 journalistes et collaborateurs des médias sont retenus en otage dans le monde**, soit 2 de plus que l'an passé (+3 %). Tous sont otages dans trois pays du Moyen-Orient : Syrie (44 journalistes), Irak (11) et Yémen (9), à l'exception du journaliste français **Olivier Dubois**, qui a été enlevé au Mali (voir *Olivier Dubois, prisonnier des sables au Sahel*, p. 22).

Malgré l'augmentation du nombre global d'otages, l'année 2021 aura été marquée par quelques libérations : 4 journalistes yéménites ont retrouvé la liberté, tout comme le fondateur du média de propagande *On the Ground News* (OGN) **Bilal Abdul Kareem**, de nationalité américaine, qui avait été enlevé par l'organisation djihadiste Hay'at Tahrir Al-Sham (HTS) au nord de la Syrie.

Les principaux preneurs d'otages



Journaliste otage : RSF considère qu'un journaliste est otage à partir du moment où il se trouve entre les mains d'un acteur non étatique qui menace de le tuer, de le blesser ou de continuer de le détenir afin de faire pression sur une tierce partie (un État, une organisation ou un groupe de personnes) dans le but de la contraindre à accomplir un acte particulier. La prise d'otage peut avoir un mobile politique ou/et économique lorsqu'elle implique le versement d'une rançon.

LES JOURNALISTES OTAGES



Mohamed Alshekh
© Facebook

L'EI demeure le groupe à l'origine du plus grand nombre d'enlèvements de journalistes. Au 1^{er} décembre 2021, 28 d'entre eux - ce qui représente plus de 2 otages sur 5 (43 % des otages dans le monde) - capturés en Syrie ou en Irak sont toujours officiellement entre leurs mains, même si le groupe a été officiellement vaincu en 2017. À ce jour, les corps n'ont pas été retrouvés et leurs proches sont sans nouvelle.



Adham Dashrne
© Facebook

En Syrie, le danger vient aussi aujourd'hui du groupe syrien HTS, qui détient 7 otages. Le groupe djihadiste, qui contrôle la poche d'Idlib au nord du pays, est responsable cette année de l'enlèvement de 4 nouveaux journalistes : les frères [Bachar et Mohamed Alshekh](#), [Khaled Hseno](#) et [Adham Dashrne](#).



Razan Zaitoun
© AFP

Des cas plus anciens sont aussi venus gonfler les statistiques sur les otages de la région. Le Centre syrien des médias (SCM), partenaire de RSF, a en effet récemment été en mesure de confirmer des cas d'enlèvement. Il n'a cessé d'enquêter sur les nombreux enlèvements de journalistes, qui ont principalement eu lieu à l'apogée des différents groupes djihadistes comme l'EI ou Jaych Al-Islam en 2014-2015. En dépit des faibles chances de les retrouver en vie aujourd'hui, ces journalistes restent inscrits dans les statistiques des otages tant que leur mort n'a pas été confirmée. C'est le cas notamment de la célèbre journaliste et défenseure des droits humains **Razan Zaitoun**, enlevée en 2013 et présumée tuée par ses ravisseurs, qui n'ont jamais été officiellement identifiés.



Austin Tice
© DR

Austin Tice, bientôt 10 ans otage en Syrie

Enlevé à un checkpoint près de Damas (Syrie) en août 2012, le journaliste américain [Austin Tice](#) a fêté, en août, son 40^e anniversaire en étant toujours aux mains de ses ravisseurs, qui n'ont jamais été clairement identifiés. Les dernières preuves de vie, une vidéo où on le voit directement apparaître, remontent à neuf ans. En 2020, l'administration américaine a entrepris des négociations directes avec le pouvoir de Bachar al-Assad, nourrissant l'espoir qu'il soit toujours en vie et retenu dans une prison gouvernementale.

Autre pays, autres prédateurs de journalistes : au Yémen, les Houthis maintiennent en captivité 8 journalistes, dont quatre ont été [condamnés à mort](#) l'année dernière, officiellement pour des faits d'espionnage au profit de l'Arabie saoudite. La plupart souffrent de séquelles physiques lourdes en raison des tortures subies. Dans le passé, la milice chiite s'est ouvertement servie des journalistes qu'elle enlevait comme monnaie d'échange lors des négociations d'échanges de prisonniers.

LES JOURNALISTES OTAGES



Olivier Dubois
© DR

Olivier Dubois, prisonnier des sables au Sahel

Le seul otage français dans le monde à la fin de l'année 2021 est un journaliste. **Olivier Dubois**, qui travaille pour les journaux *Libération*, *Point Afrique* et *Jeune Afrique*, a été pris en otage le 8 avril dernier à Gao, dans le nord-est du Mali. Il est apparu un mois plus tard dans une très courte vidéo, confirmant qu'il était aux mains du groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM), la principale coalition de groupes armés affiliée à Al-Qaïda dans la région. Le reporter avait été officiellement invité dans un courrier consulté par RSF pour réaliser l'interview d'un lieutenant de ce groupe opérant dans cette zone. Invité, puis piégé... Le journaliste, qui travaille au Mali depuis plusieurs années, s'est toujours efforcé d'offrir la couverture la plus juste et la plus exhaustive possible en donnant la parole à tous les protagonistes pour rendre compte le plus fidèlement possible de la crise malienne, malgré un contexte sécuritaire extrêmement dégradé. RSF entreprend différentes démarches pour œuvrer à sa libération. Elle a notamment organisé un rassemblement de journalistes ex-otages à Paris et lancé une campagne de soutien dans une quinzaine de villes en France.

LES JOURNALISTES DISPARUS

Deux journalistes ont été portés disparus au cours de l'année 2021

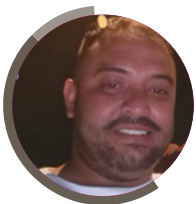
Les 5 journalistes disparus en 2020 n'ont toujours pas été retrouvés et 2 autres ont été portés disparus en 2021, ce qui porte à 46 le nombre total de disparitions recensées par RSF depuis 2003.

Cette année, **les journalistes disparus sont tous les deux originaires de l'État de Sonora, au nord du Mexique**, une zone proche de la frontière américaine contaminée par la corruption et le crime organisé et particulièrement dangereuse pour la presse.



Jorge Molotzín Centlal
© DR

Le journaliste de l'hebdomadaire *Confidencial* [Jorge Molotzín Centlal](#) a disparu le 10 mars. Originaire de la ville de Caborca, dans l'État de Sonora, son dernier contact avec ses proches est un coup de téléphone pour leur indiquer qu'il se trouvait dans la commune Magdalena de Kino avec un ami, lui aussi porté disparu. Il effectuait alors une tournée de routine auprès des mairies de la région pour y glaner des informations et distribuer son journal. Après sept jours de recherches et d'alertes, il a officiellement été porté disparu le 17 mars. Selon ses collègues, le journaliste n'était impliqué dans aucune activité illicite, n'avait aucun lien avec des groupes criminels, de quelque nature que ce soit, et n'avait signalé aucune menace particulière liée à son travail.



Pablo Felipe Romero
© DR

Employé par une radio locale de Guaymas, et chargé de la rubrique policière pour le quotidien *El Vigía*, [Pablo Felipe Romero](#) a été porté disparu le 25 mars. Sa famille a déposé plainte auprès du bureau du procureur général de l'État de Sonora. Âgé de 34 ans, il venait de reprendre son métier de journaliste après avoir fait une pause de trois ans en tant que dirigeant d'une entreprise de services funéraires. Selon une source policière, lors de l'enquête, les autorités ont trouvé son appartement ouvert, ainsi que son véhicule déverrouillé, sans trouver aucune trace du reporter, dont le téléphone est depuis resté éteint.

Dans les deux cas, ni la justice locale ni la justice fédérale n'ont annoncé d'avancée significative dans les enquêtes et le mystère demeure sur ces disparitions.



NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Le décompte total du bilan 2021 établi par Reporters sans frontières (RSF) intègre les journalistes professionnels et non professionnels, ainsi que les collaborateurs de médias. Dans le détail, le bilan distingue ces différentes catégories afin de permettre des comparaisons d'une année sur l'autre.

Établi chaque année depuis 1995 par RSF, le bilan annuel des exactions commises contre les journalistes se fonde sur des données établies tout au long de l'année. RSF procède à une collecte minutieuse d'informations permettant d'affirmer avec certitude, ou du moins avec une très forte présomption, que la détention ou l'enlèvement d'un journaliste est une conséquence directe de l'exercice de sa profession.

Les chiffres qui figurent dans cette édition ont été arrêtés au 1^{er} décembre 2021 et ne prennent pas en compte les nouvelles libérations, arrestations ou disparitions qui se sont produites après cette date. RSF procède à une collecte minutieuse d'informations permettant d'affirmer avec certitude, ou du moins avec une très forte présomption, que la mort, la détention ou l'enlèvement d'un journaliste est une conséquence directe de l'exercice de sa profession.

CRÉDITS

Rédactrice en chef : Catherine Monnet

Datajournaliste : Nalini Chella-Lepetit

Rédaction : Bureaux Afrique, Amérique latine, Asie de l'Est, Asie-Pacifique, Europe de l'Est-Asie centrale, Maghreb, Moyen-Orient, Union-européenne-Balkans

Secrétariat de rédaction : Carole Coen

Mise en page : Stéphanie Barcelo